

CENTRALES NUCLÉAIRES FRONTALIÈRES

Nos voisins, ces imbéciles

Raymond Klein

La peur d'un accident est légitime, au vu des défauts de la technologie nucléaire. Mais peut-on prendre au sérieux le « consensus antinucléaire » grand-ducal ?

Qu'ils la ferment. Que les Belges ferment leur vieille centrale atomique à Tihange, voilà le souhait du parlement luxembourgeois. Pour conclure une heure d'actualité consacrée aux problèmes de sécurité des réacteurs chez nos voisins occidentaux, la Chambre a adopté mardi dernier une motion réclamant la sortie du nucléaire de la Grande Région dans son ensemble.

Traditionnellement, le Luxembourg bien-pensant peste contre « la saleté qu'ils nous ont mise à Cattenom ». Mais cette fois-ci, la colère éclate contre des installations plus éloignées. Mais non moins dangereuses, a-t-on découvert ces derniers mois. « Fissures », voilà le mot magique qui fait trembler les citoyens enclins au pessimisme. Après avoir fait trembler les dirigeants d'Electrabel : la découverte d'« irrégularités » sur les cuves de plusieurs installations avait mis en danger la prolongation de l'exploitation de certains réacteurs demandée auprès de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire. Or cette dernière a fini par accorder les autorisations. Ce n'est pas si surprenant, au vu des liens incestueux entre l'agence et l'industrie - l'actuel directeur de l'AFCN avait dirigé la centrale concernée de Doel.

Oui, c'est inquiétant, des centrales vieilles de 30 à 40 ans qui présentent des défauts non expliqués et qui, de surcroît, ont connu une série d'incidents ces dernières semaines. Rappelons qu'un des grands risques de ce type de technologie complexe est représenté par la conjonction de plusieurs défaillances - maîtrisables chacune séparément, mais dont l'effet combiné n'a pas été prévu et peut donc être fatal.

Pour demander des explications, le secrétaire d'État à l'Environnement Camille Gira, antinucléaire de la première heure, s'était rendu dans la capitale belge. Le Luxembourg n'est pas seul dans son combat contre les réacteurs de la Grande Région. Mais ses alliés sont empêtrés dans des contradictions, à commencer par la Belgique elle-même, qui voit d'un mauvais œil la centrale française frontalière de Chooz.

Les Pays-Bas s'inquiètent des microfissures de Doel, près d'Anvers, mais sont loin de vouloir sortir eux-mêmes du nucléaire. Enfin, l'Allemagne a choisi la sortie, critique ses voisins nucléaires, mais - au grand désespoir des écologistes - mise sur le charbon comme technologie transitoire.

« Faire la leçon à ses voisins tout en important leur sale courant nucléaire, c'est pas joli joli. »

Difficile d'imaginer que la cause antinucléaire recueille un vote unanime ailleurs qu'au parlement luxembourgeois. Même si une grande partie des nouveaux convertis y adhèrent plus par opportunisme que par conviction. Surtout, la classe politique fait preuve d'une grande hypocrisie en affichant son inquiétude face à l'industrie nucléaire étrangère tout en continuant à importer de l'électricité produite par ces mêmes centrales qu'elle dénonce. Ainsi, lors de la discussion sur la construction de la ligne à haute tension connectant les réseaux luxembourgeois et français, le ministre de l'Énergie Étienne Schneider avait souligné l'importance de l'importation du nucléaire pour disposer d'un coût d'électricité compétitif - position jamais contredite par ses collègues de parti et de gouvernement. Par ailleurs, alors qu'un abandon du nucléaire et des autres énergies fossiles implique le développement des renouvelables, dans ce dernier domaine, le Luxembourg fait figure de cancre.

Faire la leçon à ses voisins tout en important leur « sale » courant nucléaire, voilà qui n'est pas joli joli. En fin de compte, le grand-duché exporte son problème énergétique - ce n'est pas si différent de la construction de centrales près de la frontière. Tout comme les Luxembourgeois exportent leur combat pour un monde plus vert, expliquent aux Polonais qu'ils doivent arrêter le charbon, aux Brésiliens qu'ils doivent préserver la forêt tropicale... mais qu'on ne nous parle pas du tourisme à la pompe ou du Gréngewald. On fait ce qu'on peut, on n'est qu'un petit pays. Et puis, c'est nos affaires, n'est-ce pas ?



NEWS

CSV: Schlag ins Wasser **S. 3**

Rifkin-Studie: Disruptive Innovation **S. 4**

Irak - villages arabes contrôlés par les peshmergas:
Destructions de masse délibérées **p. 5**

REGARDS

Autofestival, VW-Skandal, Mobilitäts-Utopien:
Wo mitfahren? **S. 6**

Développement scolaire:
Je diversifie, tu diversifies, nous libéralisons **p. 10**

Art contemporain: Le constat **p. 12**

Frankreich: Tränengas im Dschungel **S. 14**

(Coverfoto: Henny Boogert)